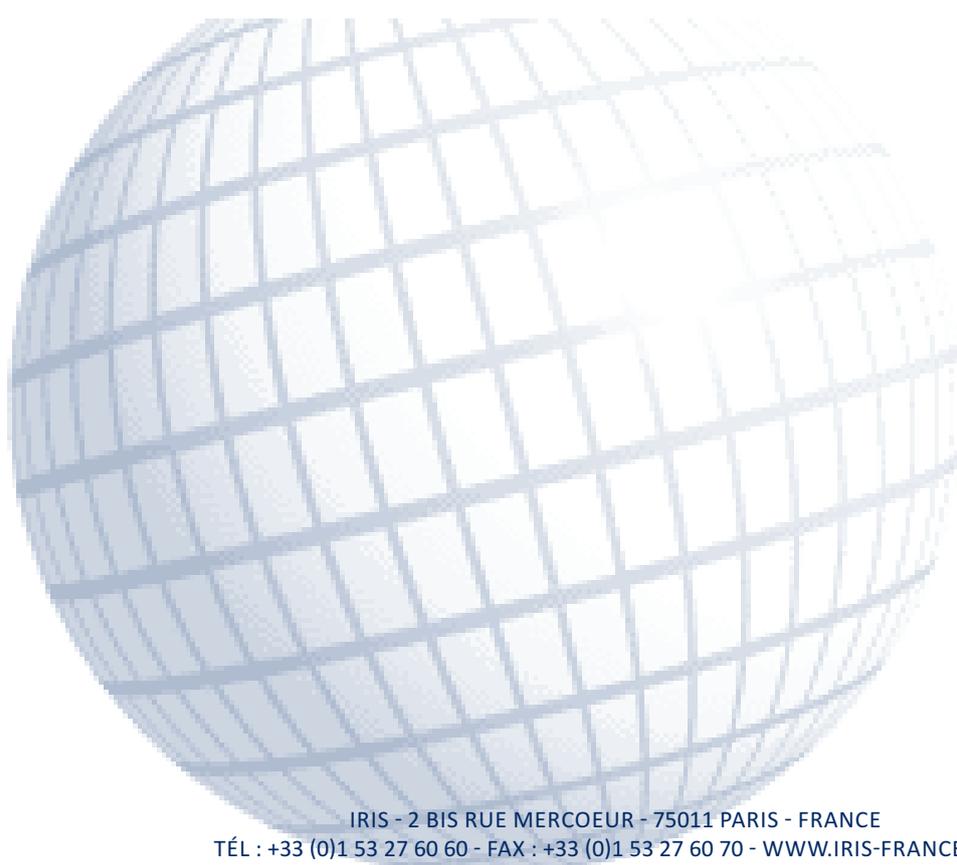


Les défis de la stabilité en Centrafrique

PHILIPPE HUGON /
DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

Février 2014



Machiavel « On peut commencer la guerre quand on veut mais on (ne) la finit pas de même »

La Centrafrique, zone oubliée du monde, est venue au cœur de l'actualité avec ses drames humanitaires, son insécurité, ses cycles d'exactions et de représailles. Les conflits ont pris en février 2014 une ampleur dans l'ensemble du pays avec les nettoyages ethno-religieux et l'engrenage de la violence de la part des ex-Séléka et des anti-balaka contre les musulmans. Les interventions des forces africaines de la Miska ou françaises de Sangaris sont de plus en plus difficiles et se sont déplacées du désarmement des ex-Séléka aux affrontements directs contre les anti-balaka. Les attermolements des puissances et de la communauté internationale demeurent. Les actions humanitaires sont rendues très difficiles du fait de l'insécurité et de la présence sur le territoire de déplacés, de migrants forcés et de réfugiés.

Au-delà de la conjoncture, la Centrafrique est le prototype d'un Etat failli. Elle est depuis son indépendance ravagée par des crises et des coups d'Etat. Le faible contrôle de son territoire, grand comme la France et qui compte environ 4 millions d'habitants (7 habitants au km²), la défaillance de l'Etat dans ses fonctions régaliennes (absence d'armée opérationnelle), des référents ethno-régionaux se substituant à la construction d'un vouloir vivre ensemble collectif national, sont autant de facteurs d'une vulnérabilité extrême. Les richesses du sous-sol (diamant, uranium, pétrole, or) et du sol (coton, bois) sont convoitées par des sociétés étrangères, alimentent la contrebande à partir de frontières poreuses et sont, notamment pour le diamant, des moyens de financement de divers groupes rebelles. Sous perfusion financière internationale, la RCA a externalisé sa sécurité ; faute d'Etat, les services sociaux sont assurés par des acteurs non-étatiques essentiellement étrangers et par les églises. Chaos longtemps borné et oublié, la RCA est devenue une zone grise au cœur du continent africain.

La compréhension du chaos centrafricain et des risques

d'embrassement suppose au préalable une mise en perspective d'une histoire qui se répète en partie, mais avec des données qui changent et une compréhension d'un pays en marge même si elle est au centre de l'Afrique (Vircoulon 2013). Nous présenterons quelques repères historiques et la chronique récente des enchaînements de la violence (I) puis esquisserons ensuite une analyse de la crise en insistant sur les principaux facteurs et le rôle des différents acteurs (II). Enfin, nous dessinerons quelques perspectives (III).

RAPPELS HISTORIQUES ET CHRONIQUES RÉCENTES DU CHAOS CENTRAFRICAIN

Quelques points de repères historiques

L'histoire du futur Oubangui Chari, depuis RCA, est marquée par de nombreuses migrations, des conflits et des razzias. Le Royaume du Kanem, fondé au XI^{ème} siècle et islamisé, s'étendait depuis le lac Tchad jusqu'au Nord de la Centrafrique actuelle. L'esclavage Nord/Sud avec razzias « islamistes » restent en partie dans les mémoires. Les peuplements Gbayas, Bandas, Yakomas ou Sangos ont conduit à des sociétés segmentaires et lignagères, ne connaissant pas de pouvoir centralisé. Les peuples de la forêt, repliés sur eux-mêmes, étaient regroupés dans des villages disséminés et instables. Les Yakomas (Ngbandi ou Sango), originaires de Haute Egypte, ont fui les razzias arabes et se sont installés dans l'actuelle RCA et RDC. Les Gbayas sont installés pour 4/5^{ème} en RCA et pour 1/5^{ème} au centre du Cameroun. Vingt pour cent d'entre eux ont été islamisés au XIX^{ème} siècle du fait des relations commerciales avec les Peuls et les Haousas. Les autres ont été christianisés dans les années 1920. Le Nord regroupe des musulmans ROUNGA, GOULA, PEULS, BANDAS et autres groupes arabisés liés au Sud Soudan et au Tchad. Ces référents ethno-régionaux sont d'autant plus prégnants que la constitution de l'Etat et de la nation sont embryonnaires, que les ethnies sont instrumentalisées par les pouvoirs politiques et que les crises renforcent les marqueurs identitaires. Les his-

toires et les langues diffèrent, malgré le sango et le français, au sein d'un pays où les intégrations sont faibles et les appartenances transfrontalières nombreuses.

L'Oubangui Chari est devenue colonie française en 1905 et a été rattachée à l'Afrique équatoriale française (AEF) en 1910. La moitié du pays a été alors mise en concession avec travail forcé et conflits, les missionnaires s'opposant le plus souvent aux concessionnaires. Le système concessionnaire a été supprimé à la fin des années 1920. La colonisation française a été, avec celle du Congo belge, une des plus violentes d'Afrique. Elle a très peu modernisé un pays de faible densité. Le système de traite a dominé avec un niveau très faible d'infrastructures. La scolarisation n'a progressé qu'après-guerre. Le taux de scolarisation était de 1,5% en 1939 et de 34,5% en 1958. Périphérie orientale de l'AEF, l'Oubangui Chari était administré de loin par Brazzaville, marginalisé et relié à la côte par les fleuves Congo et Oubangui.

Indépendante depuis le 13 août 1960, la RCA s'est construite sur des frontières arbitraires. Située au centre de l'Afrique profonde et entourée de huit Etats, la Centrafrique a des frontières cicatrices de la violence et du hasard de l'histoire. La capitale Bangui, excentrée, se trouve sur le fleuve Oubangui qui constitue la frontière avec la RDC. A défaut de fédéralisme (1), l'indépendance a été négociée isolément et l'UDEAC - devenue CEMAC -, a été constituée. Les 16 départements ont aujourd'hui des frontières avec des pays voisins connaissant quasiment tous des conflits (Tchad, Soudan, Darfour, Soudan du Sud, Ouganda, RDC). Seuls le Congo et le Cameroun sont relativement stabilisés.

Chroniques récentes : les enchaînements de la crise centrafricaine

La prise du pouvoir par la Séléka et la chute de François Bozizé

La Séléka s'est constituée en août 2012 en regroupant plusieurs mouvances dissidentes venant du Nord. Elle est une coagulation de groupes armés constituant des alliés de circonstances. Certains membres ont des revendications politiques telles la restitution des diamants, de l'or, de l'argent liquide et d'autres biens spoliés par le pouvoir en 2008. D'autres visent à contrôler les ressources naturelles. La Séléka comporte des éléments tchadiens et soudanais liés aux trafics du diamant. Elle a eu le soutien plus ou moins fort du Tchad considérant que la frontière Nord de la Centrafrique est stratégique du fait des ressources pétrolières. Elle était descendue jusqu'aux portes de Bangui en décembre 2012 et avait participé aux accords de Libreville de janvier 2013. Le 23 mars 2013, François Bozizé a été chassé par les forces de la Séléka et par Michel Djotodia, un des chefs rebelles qui s'est alors autoproclamé chef d'Etat le 25 mars tout en maintenant en place le Premier ministre Nicolas Tiangaye. Seule l'Afrique du Sud avait soutenu alors le président Bozizé et remplacé momentanément la France dans son rôle de gendarme. Le Tchad et le Soudan ont favorisé l'arrivée au pouvoir de Michel Djotodia. La France a considéré que le conflit était interne à la Centrafrique et qu'elle ne devait pas intervenir sauf pour protéger les 1500 ressortissants français et assurer la sécurité de Bangui et le contrôle de l'aéroport, poumon économique du pays.

Après la prise du pouvoir par les armes, la situation est devenue très grave avec plus de 500.000 déplacés et 70.000 réfugiés, la moitié de la population en forte insécurité alimentaire, la violation des droits de l'Homme (recrutement d'enfants-soldats, viols, meurtres). Les exactions des rebelles de l'ancienne Séléka ont conduit à des groupes d'auto-défense « chrétiennes » (anti-balaka) et les affrontements ont pris une dimension ethno-régionale et religieuse, malgré le rôle d'apaisement des différents responsables religieux. Les forces hétérogènes de la Séléka se sont renforcées en intégrant des Tchadiens, des Soudanais et des Libyens. Les anti-balaka, au départ milices d'auto-défense, ont intégré les

(1) L'abbé Barthélemy Boganda, premier ministre qui disparut en 1959, considérait que l'Oubangui Chari n'était pas viable. Il voulait une Afrique latine en rattachant l'Oubangui Chari au Congo et au Tchad et des accords avec les territoires portugais ou à défaut le maintien de l'AEF. Sa position fédéraliste a été reprise par son cousin David Dacko. Elle s'est heurtée à la vision nationaliste du Congo et surtout du Gabon.

services de sécurité de Bozizé, prêts à se battre. Le cycle de la haine, des vengeances s'est développé. Les éléments d'une guerre civile, voire d'une situation pré-génocidaire, selon les propos de Laurent Fabius et des Nations unies, sont présents. Ces éléments étaient énoncés dans le rapport d'*International Crisis Group* de juin 2013.

Suite à la réunion de N'Djamena, Michel Djotodia a été contraint de démissionner le 10 janvier 2014. Le Conseil National de Transition (CNT), composé principalement d'ex-Séléka, a élu Catherine Samba Panza présidente centrafricaine de transition. Elle a le profil pour présider la Centrafrique mais doit affronter des défis considérables. Le Premier ministre Nzapayeké est un technocrate, ancien membre de la banque d'Afrique centrale. Le 28 janvier 2014, un gouvernement de vingt membres a été constitué. Il se rapproche de la parité avec la présence de sept femmes. Les postes stratégiques de défense et de sécurité publique sont détenus par des militaires de l'ancienne armée nationale. Le gouvernement comporte plusieurs anciens ministres de Djotodia, des membres de l'ex-Séléka et un seul anti-balaka.

Sur le plan sécuritaire et humanitaire, la situation demeure une des plus graves du monde avec ses drames, ses exactions, ses cycles de représailles et de vengeance et une menace de guerre civile. Les exactions des ex-Séléka conduisent à des attaques des anti-balaka contre les populations « musulmanes » considérées comme complices et contraintes à l'exode. Les populations se réfugient dans des camps ou des églises.

La « communauté internationale » s'est mobilisée face à un cycle de violence qui risquait d'être impossible à contenir. Le 5 décembre 2013, elle avait voté à l'unanimité, dans le cadre du chapitre VII, le recours à la force face à une menace avérée contre la paix et la sécurité internationale en Centrafrique. Elle a officialisé la mission internationale de soutien en Centrafrique (MISCA) déjà sur place avec 2.500 hommes qui est passée à 5.200 hommes. Le mandat était de douze mois, avec possibilité d'envoi de Casques bleus pouvant aller de 6.000 à 9.000 hommes. Elle avait donné le feu vert à la

force militaire française Sangaris composée de 1.600 hommes pour rétablir l'ordre, sécuriser les axes routiers, permettre un accès humanitaire et le retour des populations civiles dans leurs villages. L'objectif déclaré était, à terme, de restaurer l'ordre constitutionnel, de permettre des élections avant février 2015 avec pour préalable le désarmement, le cantonnement et le démantèlement des troupes armées. La France s'est retrouvée en première ligne, et après l'opération Serval au Mali, en situation de gendarme ou de pompier de l'Afrique avec l'opération Sangaris, portant les effectifs militaires de 400 à 1.600 hommes. La force africaine de la Misca et la force française Sangaris opèrent « au milieu d'une population à la fois otage et actrice de la violence » (Amiral Guillaud, 3 février 2014). Initialement prévues pour désarmer les ex-Séléka sur le territoire, elles ont été obligées de se concentrer surtout sur Bangui du fait des actions des anti-balaka.

Ces forces doivent être renforcées. Le sommet Afrique-France des 6 et 7 décembre 2013 a prévu la mise en place de forces africaines opérationnelles en 2015 et la formation de 20.000 militaires. Le 28 janvier 2014, le Conseil de sécurité des Nations Unies a donné mandat à une future force européenne, qui doit prêter main-forte aux 5.200 militaires africains de la Misca. L'envoi de casques bleus est également prévu.

ANALYSE DU CONFLIT CENTRAFRICAIN

Les crises actuelles de la Centrafrique renvoient à deux principales lignes de force :

- La Centrafrique est l'exemple type d'un Etat failli, enclavé, entouré de huit pays en situation de forte insécurité et instabilité. Les conflits renvoient à un enchevêtrement de facteurs où s'enchaînent l'Etat parasitaire, la criminalité, l'extrême pauvreté, la marginalisation des populations du Nord et les rivalités pour le contrôle des ressources à commencer par le diamant.
- Face à une faillite totale de l'Etat centrafricain pour assurer ses fonctions régaliennes, les forces régionales

africaines sont dans l'impossibilité d'assurer l'ordre et d'éviter le chaos. En l'absence de l'Europe et du fait du retrait américain dans cette zone, la France, ancienne puissance coloniale, joue le rôle de pompier ou de « gendarme par défaut » en termes de maintien de l'ordre mais non de soutien des régimes politiques en place.

L'enchaînement des facteurs de crises et les trappes à conflits

Il existe un lien entre handicaps géographiques, insécurité, défaillance institutionnelle et sous-développement économique.

Les handicaps géographiques sont mal maîtrisés. Pays souffrant d'un enclavement extrême, de la précarité des moyens de transport et très peu peuplé, la Centrafrique dispose de zones climatiques et pédologiques variées. Le pays est divisé en trois zones : la plus densément peuplée est celle de la forêt tropicale dense au sud (tubercules) ; les savanes boisées sous un régime tropical au centre (mil, manioc, maïs, coton, palmier à huile) ; la savane sèche et steppes épineuses sous un régime subsaharien.

Le pays à faible et très inégale densité a une population très vulnérable. Pays de 3 millions d'habitants en 1990, soit 4,9 ha/km², et de l'ordre de 4 millions en 2014, la RCA a connu une transition démographique tardive (2% de croissance) et présente une espérance de vie inférieure à 50 ans pour un taux d'alphabétisation de 55%. La RCA est classée 180 sur 187 pays pour l'IDH en 2013. La densité de population moyenne est estimée à 7 hab/km² pour une superficie de 622.984 km² avec une concentration de la population au Sud et des espaces quasi désertiques. Le taux d'urbanisation est de 40%. Deux tiers de la population se situaient en deçà du seuil de pauvreté avant les conflits de 2013-2014. Les migrations internes et transfrontalières sont importantes et les frontières très poreuses.

Les matrices socio-culturelles et religieuses sont prégnantes mais sont également en pleine transformation. Pays francophone, la Centrafrique a une langue quasi-nationale, le sango, liée aux échanges commerciaux. Les systèmes de représentation restent marqués par le poids des traditions et des croyances, de référents historiques différents, le rôle de la sorcellerie, des cultes syncrétiques, malgré une évolution rapide de la part des jeunes entrés dans des réseaux liés aux NTIC. Officiellement, la population est à 85% chrétienne et à 15% musulmane. Ces référents sont trompeurs. Les appartenances ethniques et religieuses sont instrumentalisées par le politique et conduisent à des alliances au sein de coalitions hétérogènes (Séléka regroupant les musulmans du Nord-Est, Rounga, Goula, autres arabisés, Peuls, Bandas et gens du fleuve plus une partie des Yakomas, versus les anti-balaka regroupant les Gbayas (groupe d'appartenance de Ange-Felix Patassé et François Bozizé, les Manza). Le conflit se cristallise sur les marqueurs identitaires religieux mais la population se réfère plutôt au syncrétisme à travers le rôle des religions de l'oralité. Les populations « musulmanes » et « chrétiennes » vivaient avant la crise actuelle en bonne entente et les responsables religieux calmaient le jeu. Les églises protestantes et catholiques jouent un rôle déterminant dans la scolarisation et la formation de cadres. Il importe également de prendre en compte les évolutions religieuses récentes et de rappeler la crise de l'Eglise catholique qui a longtemps été marquée par le pouvoir des Européens au sommet de la hiérarchie (huit évêques sur neuf étaient blancs en 2010, avant l'africanisation de la hiérarchie). L'islam malékite a été concurrencé par le wahhabisme. Les églises évangéliques sont présentes dans le champ politique (2).

Le sous-développement économique se manifeste par des trappes à pauvreté. Membre de la CEMAC, disposant d'une monnaie convertible, le franc CFA, et respectant plus ou moins les règles de la zone franc, la Centrafrique connaît des déséquilibres financiers limités malgré un déficit structurel de la balance commerciale.

2) François Bozizé était membre de l'église du christianisme céleste qui est devenue la première Eglise africaine de la Centrafrique.

L'inflation tourne autour de 7%. Elle est toutefois sous perfusion extérieure et l'économie parallèle domine au détriment des ressources de l'Etat.

L'économie officielle est, en période normale, essentiellement fondée sur la valorisation des ressources du sol, le vivrier et les cultures de rente (café, coton, bois et tabac) qui représentent la moitié du PIB. Les mines comptent pour 15% du PIB. La production diamantifère est essentiellement artisanale. L'industrialisation (textiles, brasseries, scieries...) est embryonnaire. Les entreprises se heurtent aux manques d'infrastructures (transports, électricité), aux coûts de mises sur le marché, à l'insécurité des personnes face à la corruption, au faible Etat de droit, au climat des affaires défectueux et aux risques politiques. En 2011, la RCA se situait au dernier rang de l'indice du climat des affaires de la Banque mondiale (185^{ème} sur 185). Aujourd'hui, l'économie officielle est au point mort avec baisse du chiffre d'affaire et de la rentabilité des entreprises. On estime la décroissance du PIB à 14,5% en 2013 par rapport à 2012. Exclu du processus de Kimberley, le commerce légal de diamant est arrêté. L'économie est prise dans le cercle vicieux de la pauvreté et de l'insécurité. Certains éléments vitaux de son économie, notamment les « musulmans » tchadiens mais également maliens et autres, installés depuis plusieurs générations, ont été obligés de fuir la Centrafrique. Les agriculteurs et éleveurs sont devenus des déplacés ou des réfugiés. Les fonctionnaires non payés ne soutiennent plus la demande. L'aide d'urgence s'est substituée aux rouages économiques fortement grippés ou en arrêt.

Les enjeux miniers et la malédiction des ressources naturelles

La Centrafrique dispose de ressources du sous-sol importantes : diamantifères (500.000 carats de diamants bruts), uranium (20.000 tonnes de réserves), fer (3,5 millions de tonnes). Elles sont, exception faite du diamant, difficilement exploitables du fait de l'enclavement et du faible réseau de transport, de l'économie de pillage et de l'insécurité. La RCA a une valeur géopolitique et géoéconomique potentiellement élevée mais sous-

explorée et sous-exploitée : champ pétrolifère possible au Nord, ceinture du diamant avec la RDC dans la partie équatoriale, uranium à Bakouma. Les grandes puissances sont présentes dans le domaine minier : Afrique du Sud, Chine, Etats-Unis (Grynberg Petroleum), France (Areva). Les coups d'Etat renvoient largement à des enjeux de captation de rentes minières. La mine d'uranium de Bakouma n'est pas exploitée par Areva qui a mobilisé des juniors jouant le rôle de poisson pilote. L'exploration des gisements pétroliers par les Chinois au Nord-Ouest est en attente. C'est surtout le diamant qui est au cœur des enjeux de pouvoir. Les ressources minières ont été accaparées par le pouvoir à commencer par le diamant et les mesures prises par le pouvoir vis-à-vis des compagnies ont favorisé la contrebande. Le gouvernement ne contrôle pas cette filière et les revenus du diamant ne contribuent pas aux ressources de l'Etat. Le diamant prend la direction du Tchad. Plusieurs parlent des activités maffieuses du clan Deby. La RCA a été suspendue du processus de Kimberley le 23 mai 2013. Les acteurs du secteur affirment avoir financé les activités rebelles de la Séléka

La faillite de l'Etat

Les obtentions ou renégociations de contrats miniers sont au cœur des coups d'Etat. Les instabilités politiques sont liées également au système néo-patrimonial. La Centrafrique a connu depuis l'indépendance une succession de coups d'Etat. Ainsi, Jean-Bedel Bokassa (1964), David Dacko (1979), André Kolingba (1981), François Bozizé (2003) – élu en 2005 et réélu en 2011 – ont pris le pouvoir par les armes le plus souvent avec l'appui de la France ou de « parrains » tels le Tchad. Sur les huit chefs d'Etat, seul Ange-Felix Patassé est parvenu au pouvoir par les urnes en 1993. La France a joué un rôle quasi permanent dans le soutien des chefs d'Etats tels que MM. Dacko et Bokassa. Elle est plusieurs fois intervenue militairement, notamment avec l'opération Barracuda de 1979.

Les satrapes centrafricains ont toujours manqué de légitimité et ont ethnicisé leur pouvoir dans une logique

néo-patrimoniale. Ange-Felix Patassé et François Bozizé l'ont fait au profit des Gbayas ; Kolingba au profit des Yakoma. Ainsi, en mars 2011, les élections avaient été boycottées par l'opposition dirigée par Martin Zinguelé et Nicolas Taingaye ne reconnaissant pas la légitimité de François Bozizé. On note une faillite des institutions avec des gouvernements autocratiques et ethno-familiaux, l'absence d'Etat de droit, un faible rôle de l'Assemblée nationale. La « démocratie » renvoie à des dictatures masquées sous l'apparence de démocratie formelle (Vir-coulon, 2013). Le pouvoir ethno-familial de François Bozizé s'appuyait également sur les réseaux francs-maçons avec l'appui d'Idriss Deby, Sassou Nguesso et Ali Bongo, avant que ceux-ci ne s'en éloignent et que François Bozizé ne reçoive l'appui de l'Afrique du Sud.

La défaillance de l'Etat dans le domaine sécuritaire

Le secteur sécuritaire a été largement négligé : l'armée a manqué de moyens et la fonction régaliennne militaire a été déléguée à la France. Par crainte de coups d'Etat, les responsables politiques ont ethnicisé leur armée. A l'époque de Kolingba, 70% de l'armée était Koyama alors qu'elle était dans la même proportion Gbaya à l'époque de Patassé ou de Bozizé. L'armée a disposé de très faibles moyens et a été composée de soldats non opérationnels. Sur 6.000, seuls 2.000 d'entre eux l'étaient à l'époque de Bozizé. Les services de sécurité ont été assurés par des puissances africaines notamment l'Afrique du Sud pour Bozizé. La France a assuré l'essentiel de la fonction régaliennne militaire. Les filières parallèles notamment minières, à défaut d'entreprises officielles, ont été contrôlées par des mercenaires devenus hommes d'affaires. La Centrafrique est devenue un pays non contrôlé où se déployaient les armées et milices étrangères : au Sud, les armées ougandaises et américaines contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) de Konny ; au Nord-est (Volaga), les soldats tchadiens et soudanais ; et les attaques au Nord des rebelles tchadiens du Front populaire de redressement.

La Centrafrique, le prototype des nouveaux conflits africains

La Centrafrique illustre les nouveaux conflits qui se développent, à côté de zones de paix et de croissance, dans plusieurs régions d'Afrique avec emboîtement d'échelles, enchevêtrement de facteurs et pluralité d'acteurs. Les enjeux ne sont plus idéologiques ou nationalistes. Les guerres n'opposent pas des armées nationales. Il y a à la fois des formes anciennes (« moyenâgeuses ») de conflits liés à des appartenances ethno-religieuses, à la réactualisation des haines anciennes, à la faiblesse de l'appartenance à une nation et aux défaillances de l'Etat. Mais il importe de prendre en compte les nouvelles données avec la pluralité d'acteurs privés (mercenaires, milices, seigneurs de la guerre), les enjeux miniers et de captation de rentes. L'absence d'Etat, la criminalité et l'extrême pauvreté conduisent des seigneurs ou entrepreneurs à la guerre, recrutant des jeunes ne pouvant accéder à des revenus licites. Les conflits sont accentués par la malédiction des ressources naturelles notamment le diamant qui est extrait par 80 à 100.000 mineurs, qui est contrôlé par des politiques ou des milices et qui fait l'objet de contrebandes. Il y a ainsi, à la fois récurrence de facteurs anciens de conflictualité et insertion dans des circuits d'armement, de filières mafieuses et de réseaux d'information qui sont intégrés dans un cadre régional voire mondial. Les affrontements armés se font à la fois à la machette et à l'arme lourde. Les conflits sont nomades dans des espaces non contrôlés. Dans des guerres asymétriques, les armées étrangères dotées d'équipements modernes et sophistiqués sont peu à même de gagner la bataille face à des ennemis multiformes, pouvant se fondre dans le paysage et disposant souvent d'armes légères ou blanches.

Faute d'armée opérationnelle et de contrôle du territoire, les conflits se propagent rapidement. Les « chaos bornés » peuvent devenir des lieux de déploiement et de sanctuarisation de milices, rebelles, bandits appartenant à des circuits maffieux des pays voisins.

La Centrafrique illustre également la dimension régionale des conflits africains. On trouve dans un territoire de plus de 600.000 km², non contrôlé et aux frontières poreuses, la contagion du conflit du Darfour et du Sud-Soudan, la sanctuarisation des opposants au Tchad, la présence de l'Armée de résistance du Seigneur de Konny venant d'Ouganda, et l'impact des effets des conflits en RDC. Selon l'*International Crisis Group*, il y aurait également infiltration de membres de Boko Haram venant du Nigeria ou des shebabs de Somalie. La question demeure de savoir si, au-delà des acteurs tchadiens et soudanais, d'autres puissances sont présentes dans la filière du diamant.

La Centrafrique révèle la faiblesse des armées africaines régionales (logistique, financement, motivation, clarté du mandat) et les difficultés d'une *pax africana*. Or les conflits ont tous une dimension régionale et l'extension d'un conflit à partir d'une étincelle localisée dans un territoire peut embraser une région. L'Union africaine veut toutefois faire de la Misca l'exemple de la sécurité africaine par les Africains. Elle se heurte notamment à des questions de financement et reste divisée sur la présence de Casques bleus.

Les attermoissements des puissances et de la communauté internationale

Existe-t-il des enjeux miniers dans un pays sous-exploré et très faiblement exploité ? Les sociétés et les puissances étrangères notamment françaises, sud-africaines et chinoises sont en attente. Il ne faut pas toutefois fantasmer sur les intérêts économiques cachés de la France ou d'autres puissances telles la Chine ou l'Afrique du Sud. La Centrafrique reste périphérique dans la mondialisation et aux marges des intérêts géopolitiques. Le chaos de la Centrafrique, ventre mou de l'Afrique centrale, peut par contre être un sanctuaire pour les diverses factions allant du djihadisme aux trafics. Il peut rétroagir sur des intérêts. La rapidité d'intervention, qui permet d'éteindre un début d'incendie, n'est pas en phase avec les processus de décision des organisations

régionales ou internationales ni avec les règles constitutionnelles de nombreux Etats où la décision d'intervention appartient au Parlement.

La France a une histoire particulière et des liens forts du fait de la francophonie, de la zone franc, des accords de défense, de la coopération militaire et de la présence d'Areva. Elle est la seule puissance disposant de bases lui permettant d'agir rapidement. Elle a une connaissance en profondeur de la géographie et de la société centrafricaine. Elle a longtemps pratiqué une diplomatie parallèle et un soutien par des réseaux divers des régimes en place. Elle a largement rompu avec la Françafrique, n'agit qu'avec la légalité onusienne et la légitimité du soutien de l'Union africaine. Elle n'entraîne pas l'adhésion des Etats membres de l'Union européenne qui soutiennent ses interventions du bout des lèvres. Les interventions militaires ont un coût humain et budgétaire (100.000 euros environ par homme/an). Il y a eu en 2013, avec l'opération Serval puis Sangaris, un surcoût des OPEX et des dépenses (1,25 milliards \$) qui ont doublé par rapport à la loi de finances de 2013. Dans le cas de Sangaris, une partie importante des dépenses dispose d'un redéploiement des autres OPEX. Le coût est actuellement inférieur à l'opération Serval mais la durée, programmée à six mois, risque d'être dépassée. La Force Sangaris, à défaut de contributions extérieures, a été portée mi février à 2000 hommes vue la gravité de la situation.

La Centrafrique illustre à nouveau les contradictions dans lesquelles se trouve la politique française contrainte à intervenir « malgré elle » avec de fortes contraintes budgétaires des arbitrages entre dépense de fonctionnement et équipement et un budget militaire à la baisse. L'efficacité des interventions proprement militaires est liée aux forces pré-positionnées sur le terrain, points d'appui en termes de réactivité et de logistique. Elle contraste avec l'impossibilité ou la difficulté à gagner durablement la paix et à construire l'appropriation de la sécurité et du développement par les acteurs africains. Elle continue d'exercer des fonctions régaliennes (monnaie, armée, substitut aux Etats défailants) dans ses anciennes colonies avec des coûts élevés

alors que ses intérêts économiques se trouvent pour l'essentiel dans les pays anglophones voire lusophones. Les opinions publiques françaises sont majoritairement hostiles à cette intervention.

La Centrafrique révèle à nouveau la faiblesse de l'Europe politique, même si celle-ci participe au financement des armées africaines et françaises et va participer à la formation de militaires, décidant d'envoyer de 500 à 600 hommes, soit la première intervention de forces européennes depuis 2008 avec Eufor. Ce ne sont que des petits pays qui se sont engagés (Estonie, Belgique, Pologne, peut-être République tchèque). L'Allemagne apporte un appui logistique et accepte de s'engager au Mali, en compensation de son absence en Centrafrique. Elle a d'ailleurs récemment déclaré avoir une part de responsabilité dans le conflit. La France s'est retrouvée à nouveau isolée face à une Europe qui proclame son attachement aux droits de l'Homme mais reste absente de ce qu'elle considère souvent comme le « borbier africain ». De plus, elle a des contraintes budgétaires fortes et un système très complexe d'appuis aux interventions militaires (budget de la PESC, mécanisme Athéna, facilité de la paix pour l'Afrique, instrument de stabilité, aide humanitaire, fonds de lancement prévu par le traité de Lisbonne...).

Les Nations Unies sont prêtes à s'engager via ses Casques bleus mais elles le font avec lenteur et se heurtent à la réticence de leur premier financeur les Etats-Unis et à l'hésitation de l'Union africaine préférant un renforcement de la Misca mais acceptant *in fine* cette solution.

Plusieurs pays africains sont concernés. Le Tchad fait de la Centrafrique une zone sous contrôle, notamment en raison du nombre de Tchadiens présents, principalement commerçants, mais également de la nécessité de sécuriser les frontières du Nord, proches des gisements pétroliers. L'Ouganda est menacé par la LRA sanctuarisée au sud de la Centrafrique. Les conflits du Darfour et du Soudan du Sud sont en partie transfrontaliers. Le Congo de Sassou Nguesso veut jouer le rôle de médiateur en Afrique centrale qu'à longtemps joué le Gabon

d'Omar Bongo. L'UA a pris la décision fin janvier 2014 de créer une force rapide d'intervention sous la responsabilité de dix pays africains.

Enfin, la Centrafrique illustre la recomposition des sphères d'intervention de la part des grandes puissances. Les Etats-Unis considèrent, comme au Mali, que les pays francophones du champ sont du ressort de la France à défaut d'une Europe puissante. Les Etats-Unis étaient réticents face à la faible efficacité des forces africaines et au refus de solution mixtes du type AMISOM en Somalie (ONU, UE / UA). Ils dénoncent le faux semblant d'une apparence africaine. Les pays émergents sont absents du jeu centrafricain.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Les défis à relever sont considérables. Dans le court terme, les forces de l'ordre chercheront à sécuriser les biens et les personnes et à empêcher une guerre civile, voire un génocide. A court/moyen terme se pose la question politique des élections et de la réconciliation nationale, notamment du dialogue interreligieux. A moyen/long terme, les questions sont celles de la reconstruction de l'Etat, du contrôle des ressources du sol et du sous-sol et de projets de développement donnant des perspectives d'activités légales rémunérées, construisant un tissu économique et permettant un désenclavement économique d'un des pays les plus pauvres du monde.

Les volets sécuritaires

Les opérations seront plus policières que militaires et seront axées vers un ennemi désigné. Elles supposent des effectifs très élevés des forces de l'ordre dans un territoire de plus de 600.000 km². Il faut avoir au moins 10.000 hommes pour assurer une sécurité *a minima* et se substituer à l'absence de police, gendarmerie et armée nationales. Le temps de présence de ces forces extérieures sera long et coûteux. Evacués de Bangui, les ex-Séléka se dispersent sur le territoire vers le nord, parfois avec pillage (exemple des villes de Sibut, Bossangoa,

Boda) alors que les officiers sont partis au Tchad.

La démobilisation, le désarmement, la réinsertion (DDR) des ex-rebelles avaient été mis en œuvre et avait échoué avec les accords de Libreville. Un processus d'évacuation des ex-Séléka du camp de Roux a commencé le 28 janvier sous contrôle des armées françaises et burundaises avec abandon des armes lourdes. Le désarmement doit également assurer la sécurité des troupes désarmées. Des bavures sont évidemment possibles.

La RSS (réforme du système de sécurité) concernant la réintégration des ex-rebelles dans une armée républicaine est un projet central mais qui ne peut se faire que sur une longue durée. C'est tout l'appareil d'Etat qui est à construire et à financer.

Les volets humanitaires

Les drames humanitaires concernent plus de 500.000 déplacés et réfugiés, de grandes difficultés d'acheminement de l'aide, des risques de sous-alimentation pour la moitié de la population. Les atrocités sectaires conduisent à un « cycle de meurtres et de représailles qui menace de dégénérer en une spirale de violence impossible à maîtriser » (Human Rights Watch, 2013). Les camps de réfugiés conduisent à une grande précarité des populations. Les migrations forcées concernent des populations musulmanes présentes depuis des générations. L'action humanitaire implique un engagement et des financements accrus de la part des organisations de solidarité internationale, mais également une sécurisation permettant l'acheminement des produits.

Les volets économiques

Une des priorités est de contrôler les circuits maffieux de trafics, de braconnage détruisant la faune (dont des espèces rares) et de contrebande, à commencer par ceux du diamant, et de faire comme au Botswana du diamant une source de recettes pour l'Etat et de financement de l'économie et non un diamant de la guerre. La renégociation des contrats miniers et pétroliers doit

se faire sur une base transparente. La sécurité des biens et des personnes, le respect d'un Etat de droit, doivent permettre de relancer l'investissement. A plus long terme évidemment, c'est la sortie des trappes à pauvreté qui est seule à même de réduire le cercle vicieux existant entre la pauvreté et les conflits.

Les appuis extérieurs concernent : l'accompagnement politique et militaire par les Etats de la CEEAC avec l'appui des Nations Unies et la France à défaut d'Union européenne ; l'aide financière et technique encadrée par les bailleurs de fonds ; la mobilisation de la communauté internationale et des ONG pour l'urgence humanitaire.

Le processus politique

Il doit passer par des élections dont la France souhaite qu'elles se déroulent avant 2015. Les conditions techniques (absence d'état civil), politiques et sécuritaires, rendent très peu probable le respect de cette échéance. Un processus de réconciliation nationale est nécessaire. La société civile, les représentants des religions, les universitaires, les ONG, les forces politiques, doivent construire un vouloir vivre ensemble, dépasser les cristallisations identitaires de crise, qu'elles soient ethniques ou religieuses.

Il paraît aujourd'hui évident qu'une intervention militaire rapide contre la Séléka aurait permis d'éviter l'engrenage actuel de la violence et aurait eu un coût humain, économique et écologique beaucoup plus faible. Mais ceci aurait également supposé que la communauté internationale soit plus regardante face aux simulacres de la démocratie centrafricaine et aux dérives du pouvoir. Il est politiquement incorrect de considérer que la RCA devrait être mise sous tutelle et que ses ressources minières devraient prioritairement financer la sécurité et le développement par des fonds affectés. L'on peut tout à la fois défendre les principes des droits de l'Homme, du développement durable, de la lutte contre la vulnérabilité et la destruction de la biodiversité et accepter que des situations de crise extrême perdurent et que l'on tergiverse avec des négociation

de marchands de tapis sur des modalités d'intervention. A défaut de respect des règles de transparence des circuits miniers, il serait possible d'envisager un fonds contrôlé par les bailleurs de fonds et l'UA, voire une mise sous tutelle de ces ressources sous contrôle international. Celle-ci aurait pour objet d'une part de financer la sécurité et les actions humanitaires, d'autre part d'abonder le budget national permettant de construire un Etat et, enfin ,de financer sur le long terme les projets de développement économique. ■

Références

Philippe Hugon (2013) « Le rôle des matières premières dans les conflits africains » » in Vettoglia J-P (ed) *Les déterminants des conflits*, Bruxelles, Bruylant, pp 213-224.

Philippe Hugon (2012), *Géopolitique de l'Afrique*, Paris, Armand Colin (3ème ed).

Human Rights Watch (2013), « République centrafricaine, Les atrocités sectaires s'intensifient », rapport 12 décembre.

International Crisis Group (2013), « Rapport sur la crise de la Centrafrique », juin .

Apoli Bertrand Kamenl, (2013) *Minerais stratégiques, Enjeux africains*, Paris, PUF.

Thierry Vircoulon (2013) « La Centrafrique : la marginalité du centre, in JP Vellovaglia, *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention*, Bruxelles, Editions Bruylant, , pp 453-465.

LES DÉFIS DE LA STABILITÉ EN CENTRAFRIQUE

PHILIPPE HUGON / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

LES NOTES DE L'IRIS / FÉVRIER 2014

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur
75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

www.iris-france.org